

Dossier : 5107 (E)

**Arrêté préfectoral n° DUPA-2024-1442
du 22 octobre 2024**

**mettant en demeure la société France Télévisions de respecter la
réglementation applicable à une installation classée pour la protection de
l'environnement sise 7 esplanade Henri de France à Paris 15^{ème}**

Le préfet de Police,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L.171-8-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°DUPA-2024-1333 du 27 septembre 2024 mettant en demeure la société France Télévisions de respecter la réglementation applicable à une installation classée pour la protection de l'environnement sise 7 esplanade Henri de France à Paris 15^{ème} et imposant des mesures d'urgence ;

VU la déclaration d'existence, effectuée le 8 juillet 2005, par la société France Télévisions dont le siège social est situé 7 esplanade Henri de France à Paris 15^{ème}, de six tours aéroréfrigérantes (TAR) implantées dans l'immeuble à l'adresse précitée, installations classées relevant de la rubrique susvisée ;

VU la déclaration de modification, effectuée le 08 juillet 2023, par la société France Télévisions, relative au remplacement des tours aéroréfrigérantes n°5 et n°6 par quatre tours aéroréfrigérantes de même puissance ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 03 octobre 2024 consécutif à la visite effectuée le 23 septembre 2024 de l'installation précitée ;

CONSIDERANT que les travaux sur les tours aéroréfrigérantes n°5 à 8 (remplacement de 2 tours aéroréfrigérantes par 4 tours aéroréfrigérantes d'une puissance totale identique) ont été réalisés du 20 septembre 2023 au 16 mai 2024 ;

CONSIDERANT que les tours aéroréfrigérantes n°5 à 8, nouvellement installées sur le toit du 8^{ème} étage des locaux de la société France Télévisions, ont été remises en fonctionnement avant la réception par l'exploitant des travaux réalisés ;

CONSIDERANT que les tours aéroréfrigérantes n°5 à 8 ont été mises en service le 24 juin 2024 malgré :

- la connaissance de défaillances dans l'installation des équipements (non réception des équipements avec le maître d'œuvre) ;
- l'absence de réalisation de l'analyse méthodique des risques ;
- le suivi partiel du plan d'entretien défini à travers la stratégie de traitement (notamment sur l'entretien du filtre à sable) ;
- la non-réalisation des analyses hebdomadaires dans les eaux du circuit pour démontrer l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila*.

CONSIDERANT que ce fonctionnement dégradé des équipements a conduit à la prolifération de légionelles dans les eaux du circuit (dépassement du seuil de risques sanitaires : 100 000 UFC/L), exposant alors les riverains à une contamination par les légionelles pouvant provoquer une maladie appelée légionellose ;

CONSIDERANT que les tours aéroréfrigérantes n°5 à 8 sont à l'arrêt depuis le 16 septembre 2024, jour où un contrôle inopiné, mandaté par la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France (DRIEAT), a relevé une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/l (580 000 UFC/l) ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral n°DUPA-2024-1333 du 27 septembre 2024 a été notifié à l'exploitant, le jour même, par les services de police, afin d'empêcher toute remise en service de l'installation sans avoir présenté préalablement à l'inspection des installations classées les garanties nécessaires ;

CONSIDERANT que les inspecteurs des installations classées ont appris au cours de la visite du 23 septembre 2024 qu'un incendie s'était déclaré au niveau des tours aéroréfrigérantes n°7 et 8, le 20 septembre 2024, alors qu'aucune déclaration d'incident n'a été faite comme le prévoit la réglementation ;

CONSIDERANT dès lors, que les tours aéroréfrigérantes n°5 à 8 ne sont pas exploitées conformément à la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, en conséquence, d'imposer la régularisation administrative de ces installations par voie d'arrêté préfectoral pris en application de l'article L.171-8-1 du code précité.

SUR proposition du directeur des usagers et des polices administratives,

ARRÊTE

La société **France Télévisions**, dont le siège social est situé **7 esplanade Henri de France à Paris 15^{ème}**, ci-après dénommée « l'exploitant », est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé et les dispositions du présent arrêté.

Article 1^{er}: Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation

Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit réaliser une nouvelle analyse méthodique des risques par un autre bureau d'études spécialiste du risque légionellose afin d'identifier l'ensemble des sources potentielles de prolifération de légionelles, conformément à l'article 26 alinéa I.1.a de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé.

Article 2: Entretien préventif de l'installation

Sous un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit, conformément à l'article 26 alinéa I.2 de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé :

- expliquer les raisons du changement de stratégie de traitement ;
- justifier que cette dernière est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante sur l'environnement.

Article 3 : Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.

L'exploitant est tenu, conformément à l'article 26 alinéa II.1 :

- **dès la remise en service de l'installation :**
 - o de réaliser, dès la remise en eau des tours aéroréfrigérants, des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) tous les quinze jours, pendant une durée de trois mois ;
- **à compter de la notification du présent arrêté :**
 - o **sous un délai de 15 jours**, de transmettre un rapport global d'incident précisant et justifiant de l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées à la suite de cet incident ainsi que leur calendrier d'application ;
 - o **sous un délai d'un mois**, de mettre à jour les plans d'entretien et de surveillance en prenant en compte les recommandations de l'analyse méthodique des risques demandée à l'article 1^{er} du présent arrêté ;
 - o **sous un délai de six mois**, de réaliser une vérification de l'installation, telle que définie à l'article 26.IV.1 de l'arrêté ministériel susvisé, par un organisme indépendant et compétent afin de faire attester que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sont bien effectives et de transmettre le rapport afférent.

Article 4 : Traitement préventif

Dès la remise en eau de l'installation, l'exploitant doit démontrer l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila*, conformément à l'article 26 alinéa I.2.b de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé.

Article 5 : Rapport d'incident ou d'accident

Sous un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit transmettre un rapport d'incident précisant notamment, les circonstances et les causes de l'incident survenu sur les tours aéroréfrigérantes n°7 et n°8, les mesures prises ou envisagées pour éviter que cet événement ne se reproduise.

Article 6 : Installations électriques

Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, conformément à l'article 17 de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé, l'exploitant est tenu de :

- transmettre les plans des installations électriques de l'ensemble des installations classées sous la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- vérifier la conformité des installations électriques au niveau des tours aéroréfrigérantes n°5 à 8.

Article 7 : Conception

Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, conformément à l'article 12 alinéa II.b de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé, l'exploitant doit mettre à jour le plan du circuit hydraulique de l'ensemble des installations classées sous la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 8 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues par le présent arrêté préfectoral ne serait pas satisfaite, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 9 :

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours cités en annexe.

Article 10 :

Le présent arrêté et son annexe sont consultables sur le site de la préfecture de Police : www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr

Article 11:

Le directeur des usagers et des polices administratives, le directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne et les inspecteurs de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à la date de sa notification.

Pour le préfet de Police
et par délégation,
La Sous-Directrice des Polices Sanitaires,
Environnementales et de Sécurité

Cécile GUILHEM

Annexe à l'arrêté préfectoral n° DUPA-2024-1442

du 22 octobre 2024

Voies et Délais de recours

1 - Si vous estimez devoir contester la présente décision, il vous est possible dans un délai de 2 mois à compter de la date de la notification :

- **de saisir d'un recours gracieux**
le préfet de Police à l'adresse suivante :
1, bis rue de Lutèce – 75195 PARIS CEDEX 04
- **de former un recours hiérarchique**
auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer à l'adresse suivante :
Direction des Libertés publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75008 PARIS
- **de saisir d'un recours contentieux**
le Tribunal administratif de Paris à l'adresse suivante :
7, rue de Jouy - 75181 PARIS CEDEX 04

Les recours gracieux et hiérarchique doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

Le recours contentieux s'exerce pour contester la légalité de la présente décision. Il doit être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'avez pas de réponse à votre recours gracieux et/ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception par l'administration de votre recours, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet).

2 - En cas de rejet (implicite ou écrit) du recours gracieux et/ou hiérarchique, vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux.

Aucune de ces voies de recours ne suspend l'application des dispositions du présent arrêté.